

# **PLAN DE PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (PPRT) POLE PETROCHIMIQUE DE BERRE Communes de BERRE L'ETANG et ROGNAC**

**Compte rendu de la réunion technique [RT1] concernant les activités  
situées dans la zone grisée et/ou dans la future plateforme économique**

**24 juin 2016**

*Les documents associés au compte rendu sont disponibles, à la demande, auprès de la  
DREAL – Unité territoriale de Martigues (tél. 04 42 13 01 08).*

**Lieu :** Mairie de Berre l'Etang

**Organisation :** DREAL<sup>1</sup> PACA / UT13 – Martigues - DDTM 13<sup>2</sup>

**Participants :**

- Mairie de Berre l'Etang
- Mairie de Rognac
- Sous-préfecture d'Istres
- Pôle Pétrochimique de Berre
- Conseil Départemental
- Conseil régional
- Métropole
- DDTM13
- DREAL PACA

**Excusés :**

- CCIMP<sup>3</sup>

**Contexte et objectifs**

Ce groupe de travail est centré sur les activités économiques situées dans des zones à risque élevé, générées par le pôle pétrochimique de Berre, dans le cadre de l'avancement du PPRT :

- Le devenir des activités existantes ;
- Les possibilités d'implantation future et les modalités associées.

Ces activités sont traitées avec et sans la création d'une plateforme économique – PFE.

Cette réunion s'inscrit dans le processus d'association du PPRT, dont les conclusions seront présentées aux personnes et organismes associées (POA) et pour lequel l'approbation est prévue pour fin 2018.

**Contenu de la réunion : cf. présentation en annexe**

---

<sup>1</sup> DREAL : Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

<sup>2</sup> DDTM : Direction Départementale des Territoires et de la Mer

<sup>3</sup> CCIMP : Chambre de Commerce et de l'Industrie Marseille Provence

## **Points de discussion/relevé de décisions :**

1. Particularités du pôle pétrochimique de Berre :
  - différents exploitants sont concernés par les arrêtés d'autorisation d'exploiter (au titre des ICPE) et arrêtés préfectoraux complémentaires ;
  - différents propriétaires d'unités.
2. Zoom sur les activités économique situées en zone de **mesures foncières potentielles** (aléa TF+/TF/F+/F) :
  - a. Rognac : 0 ;
  - b. Euroflory : SN2A ;
  - c. La Mimaude : Lindegaz, Palsud, ex-Europacaging (pas en activité à ce jour), Sofracom/protel, SNCF (gare + hangar fret) ;
  - d. Avenue Pierre Sépard : ex-CSMG (appartient à Lyondell), Denavaux dépannage ;
  - e. Stade de Gordes : 0
3. Le positionnement de Lyondell est attendu sur l'avenir des unités du pôle pétrochimique de Berre dans le cadre des projets concernant les transferts des permis d'exploiter.
4. De plus, Lyondell doit :
  - a. Proposer un périmètre concernant la zone grisée qui correspond globalement à l'emprise spatiale de l'entreprise industrielle à l'origine du risque technologique. Elle sera arrêtée, suivant les cas :
    - aux limites physiques des installations générant le risque ;
    - à la clôture ceinturant les installations ;
    - aux limites prévues dans l'(es) arrêté(s) préfectoral(aux) d'autorisation d'exploiter ;
    - à l'emprise foncière des installations.

La délimitation au plus juste des portions de terrains qui ne portent pas d'installations dangereuses ou qui sont susceptibles d'être faiblement impactées, évitera, en cas de vente, de devoir mettre le PPRT en révision afin de les qualifier réglementairement. En terme de réglementation, cette zone grise (qui est la plus exposée) devra être réglementée de manière stricte par le PPRT, n'autorisant que les aménagements, ouvrages, constructions ou extensions liés aux installations à l'origine du risque.

En résumé, notons bien que l'aléa n'est pas représenté dans la zone grisée, et les possibilités d'implantations dans cette zone sont limitées à celles à l'origine du risque ou en lien avec ces dernières.

→ *Positionnement précis attendu sur le lotissement de Vaine et les terrains de l'ancienne raffinerie ;*
  - b. Se positionner sur la mise en place d'une plateforme économique (PFE), la structure juridique choisie et définir les activités existantes qu'ils accepteraient dans la PFE ainsi que les modalités d'intégration des futures (reprises dans le règlement du PPRT). Notons également que les activités intégrant une PFE avant approbation du PPRT ne seront pas inscrites en zone de mesures foncières.

Les possibilités de développement d'une activité intégrée à la PFE sont plus importantes et ouvertes que si elle est incluse dans la zone grisée.
5. Points durs identifiés : expropriation possible de Palsud, Denavaux dépannage (implantation très récente).
6. Échéances :
  - a. prochaine réunion RT1 à la rentrée → date à programmer dès réception des propositions de Lyondell sur la définition de la zone grise et de la PFE ;
  - b. en parallèle RT2 et RT3 → dates à caler selon résultats du sondage en cours.